

ANALYSE

Sahara, le développement en marche:

• Une réalité occultée par le jugement du tribunal européen

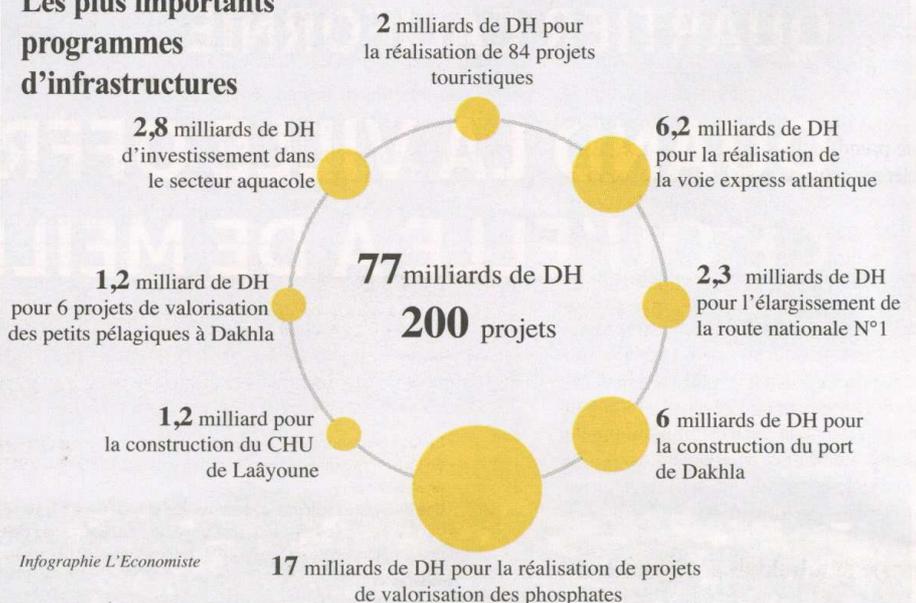
• Pour 1 DH de revenus, l'Etat injecte 7 DH dans ces provinces

• Programme royal pour la réalisation de 200 projets structurants

PLUS d'une semaine après la suspension des contacts avec les institutions européennes, beaucoup de zones d'ombre persistent. Pour saisir les dessous de la vigueur de la riposte marocaine, un zoom arrière est nécessaire. Le jugement de la Cour européenne de justice en décembre dernier avait surpris beaucoup de monde. Mais, le climat gé-

néral avait une autre connotation: les pays de l'UE avaient décidé d'interjeter appel. En réalité, depuis ce temps, rien n'a été fait. Il a fallu attendre 2 jours avant le délai réglementaire pour sauver la mise. Du coup, l'argumentaire nécessaire en pareille situation n'a pas été bien préparé. Le Maroc s'est aperçu que chaque structure de l'UE renvoie la balle vers une autre comme si les instances européennes n'avaient pas intérêt que l'appel aboutisse, souligne Tajeddine El Housseini,

Les plus importants programmes d'infrastructures



En mobilisant 77 milliards de DH pour le développement des provinces du Sud, le Maroc veut ancrer cette zone dans la dynamique des projets structurants lancés à travers le pays et en faire une plateforme d'échanges avec l'Afrique subsaharienne

professeur de droit international. Au point que l'UE n'a pas présenté à temps suffisamment de preuves pour étayer l'idée que le produit des ressources naturelles est dépensé dans les provinces du Sud. Pourtant, tout le monde sait que pour 1 DH obtenu de cette région, de la pêche ou des phosphates, le Maroc en dépense 7 DH.

D'ailleurs, le 40e anniversaire de la Marche verte a été l'occasion de lancer un vaste programme d'infrastructures. Il s'agit de 200 projets à réaliser sur 5 ans pour une enveloppe totale de 77 milliards de DH. Des conventions ont été signées lors des deux dernières visites royales dans la région. Depuis, le coup d'envoi pour la réalisation de plusieurs projets a été donné. Ainsi, la réalisation de la voie express atlantique au Sahara nécessitera la mobilisation de 6,2 milliards de DH, la construction du port de Dakhla, 6 milliards de DH,...

Dans cette affaire, le Maroc a pris conscience de la gestion opaque de certains services de l'UE, qui ne prennent pas compte des efforts consentis dans les provinces du Sud. De même, des services dans l'administration de l'UE sont sensibles au lobby du Polisario. Et faire comme si ces séparatistes étaient les seuls représentants légaux et uniques de l'ensemble de la population sahraouie. Or, force est de constater que les élections communales et régionales de septembre dernier ont donné une force politique et une légitimité démocratique aux véritables représentants des provinces du Sud.

D'ailleurs, dans ces régions, le taux de participation des populations au processus électoral a été le plus élevé. Lassée par des décennies de blocage et de conciliabules diplomatiques d'envoyés personnels du secrétaire général de l'ONU, Rabat est passée à l'acte par la mise en

Des chantiers pour rompre le statu quo

œuvre de la régionalisation avancée sur tout le territoire marocain. Une dizaine d'années auparavant, elle avait proposé une offre d'autonomie, jugée «crédible et sérieuse» par les puissances internationales. Aujourd'hui, et voyant la tournure que prend le dossier, Rabat a décidé de geler ses contacts avec l'UE, à l'exception de ceux concernés par ce dossier. Du coup, les échanges en matière de sécurité et de lutte contre le terrorisme sont concernés par ce gel. Dans le langage diplomatique, c'est un moyen de pression efficace pour faire aboutir ses doléances.

Ce qui n'arrange pas les choses, c'est que le jugement en question ne prend pas en compte la dimension politique du dossier. Le Maroc, un allié stratégique en matière de coopération bilatérale avec les principaux pays membres de l'UE. Les

constructif. En tout cas, deux pays qui constituent l'ossature de l'UE que sont la France et l'Allemagne ont manifesté leur soutien à Rabat dans cet imbroglio européen. François Hollande, à l'occasion de la visite royale à Paris, a réitéré au Maroc le soutien français dans ce bras de fer. Rabat peut aussi compter sur l'appui de l'Allemagne dans la procédure d'appel

contre le jugement en première instance du tribunal européen. Le ministre de l'Intérieur allemand n'a pas caché «la volonté de son pays de surmonter cette situation». Et pour cause, le Maroc est considéré comme «un partenaire principal de l'UE dans la région, qui jouit de la stabilité et offre d'importantes opportunités d'investissements». La Belgique abonde dans le

même sens. Son Premier ministre l'a réitéré lors de ses rencontres avec le chef du gouvernement mais aussi avec le président du Parlement. □

Mohamed CHAOUI



Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com

Le symbole de Laâyoune

LE choix de Laâyoune pour abriter un Conseil des ministres en février, les décisions prises à l'occasion de ce réunion de travail présidée par le Roi, ... autant de signaux qui ne trompent pas sur la nouvelle tournure que prend le dossier du Sahara marocain. SM Mohammed VI a procédé à la nomination de patrons de grands établissements publics comme notamment la RAM et la Conservation foncière et d'un ministre délégué aux Affaires étrangères ou de walis et gouverneurs. Dans le lot, le plus grand nombre d'ambassadeurs (78) jamais nommés en une seule fois. Ces diplomates, issus des domaines politiques et des droits de l'homme, comportent une composante féminine conséquente. Le menu du Conseil des ministres avait une connotation particulière dans la mesure où il a adopté un projet de loi organique sur le Conseil de régence. C'est dire toute la symbolique du geste royal adressé de cette ville, chef-lieu des provinces du Sud. Et puis, ces visites répétées dans le Sahara peuvent être interprétées comme une volonté de normaliser le statut de Laâyoune en tant qu'une ville ordinaire à l'instar du reste du pays. □

domaines d'intervention sont multiples. Ils portent sur la lutte notamment contre l'émigration clandestine et les trafics de drogue. Autre champ de partenariat, le combat contre le terrorisme. Plusieurs capitales européennes, séduites par l'approche marocaine en matière d'anticipation et de prévention des actes terroristes, sont engagées dans un rapprochement

ANALYSE

Sahara, le développement en marche

Une mise à niveau à coup de milliards

• 77 milliards de DH injectés

• Les phosphates au service du développement local

• Un nouveau port pour assurer l'ouverture sur l'Atlantique

LA nouvelle dynamique de développement qui marque les provinces du Sud permettra la création de dizaines de milliers d'emplois. Elle favorisera également la valorisation locale des richesses pour faire du Sahara un véritable pôle de développement. Certains projets comme celui de la voie express vont fluidifier les échanges avec le reste du pays et garantir la complémentarité avec les autres régions, qui constitue l'essence de la régionalisation avancée.

En tout, l'Etat injectera près de 77 milliards de DH dans les 3 régions du Sahara. Au total, 200 projets seront lancés. Il s'agit d'abord de mettre en marche les moteurs de croissance, en initiant une véritable dynamique d'industrialisation de ces trois régions.

■ Valorisation des petits pélagiques à Dakhla

Concrètement, ce plan de développement prévoit le lancement de 6 projets pour un montant de 1,2 milliard de DH. Ils permettront la création de 4.300 postes d'emploi. S'y ajoutent 2,8 milliards de DH d'investissements dans le secteur aquacole dans la même région, avec à la clé 3.500 emplois directs. Les activités de valorisation seront localisées dans une zone industrielle à mettre en place à Dakhla. 10 unités de transformation sont au programme.

■ Agriculture

Plusieurs projets prévus offriront à ces régions un avantage compétitif important,



Lors du 40e anniversaire de la Marche verte, le Souverain a donné le coup d'envoi d'un vaste programme d'infrastructures (Ph. MAP)

notamment grâce à une avance de 2 à 3 semaines sur le calendrier de production par rapport au Souss. Cela passera notamment par la valorisation de 5.000 hectares en cultures maraîchères sous serre à Dakhla et 1.000 hectares à Boujdour.

■ Exploitation des richesses naturelles locales

Elle concerne également la valorisation in situ du phosphate de Phosboucrââ. «Les projets d'investissement intègrent toute la chaîne de production depuis le site minier jusqu'à l'exportation du produit, grâce à un investissement de 16,8 milliards de DH», avait souligné le patron de l'OCP, Mustapha Terrab. D'un côté, le volet industriel consistera à mettre en place des unités de production des engrais et de produits chimiques. S'y ajoute un projet complémentaire, qui concerne la création d'une Technopole, pour abriter une branche de l'Université Mohammed VI Polytechnique, avec des spécialités en phase avec le nouveau modèle de développement régional, comme les énergies renouvelables.

■ Valorisation des atouts naturels

Elle porte aussi sur la mise en place d'une offre touristique intégrée, qui s'articule autour du balnéaire, du désert, de la culture et des produits de niche. 84 projets sont au menu, avec un budget de 2 milliards de DH, ainsi que la création de 800 emplois directs.

■ Infrastructures

Les villes des provinces du Sud seront dotées de stations de dessalement de l'eau de mer, notamment pour l'approvisionnement en eau potable. Ces stations permettront aussi de répondre aux besoins des activités industrielles à Laâyoune et de l'irrigation des projets d'agriculture à Dakhla. SM le Roi avait procédé à l'inauguration de la barge de désalinisation d'eau de mer «Oued Massa», au port de Dakhla. Cette barge permettra la production d'eau potable pour les zones confrontées à la pénurie d'eau et dépourvues d'infrastructures portuaires. D'une capacité de 1.500 mètres cubes par jour, elle permettra l'alimenta-

tion en eau potable de 75.000 personnes, à raison de 20 litres par habitant. S'y ajoute l'installation de quatre projets d'énergies renouvelables. Ainsi, des stations éoliennes d'une puissance de 500 MW sont programmées à Boujdour, Tiskrad et Akhefennir. Des centrales solaires photovoltaïques sont au programme à Laâyoune (80 MW) et Boujdour (20 MW).

■ Développement de la connectivité avec le reste du Royaume

Une voie express atlantique, reliant Tiznit et Laâyoune (555 km) sera réalisée. Montant de l'investissement: 6,2 milliards de DH. Cette voie express sera complétée par l'élargissement de la route nationale N° 1, entre Laâyoune et Dakhla avec un budget de 2,3 milliards de DH.

■ Export vers l'Afrique

La démarche est de transformer les provinces du Sud en plateforme d'exportation vers l'Afrique, cela à travers la réalisation du port Dakhla-Atlantique. Cette infrastructure portuaire permettra notamment le développement d'activités de transformation de produits et leur exportation vers l'Afrique. 6 milliards de DH seront mobilisés pour sa construction, complétant ainsi l'offre portuaire marocaine avec TangerMed.

■ Transferts de l'Etat

Sur la période 2016-2027, ils s'élèveront à 19,2 milliards de DH, au moment où les contributions des régions, sur la même période, devront atteindre 5 milliards de DH. Le renforcement de la gouvernance de cette manne financière passera par l'opérationnalisation d'un fonds interrégional pour l'impulsion économique. L'idée est d'assurer une traçabilité des flux financiers destinés aux provinces du Sud. □

M. C.

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com